DS.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L - 1
26-
Transmis à M. Coordination-
Overgemaakt aan de H. Bureau

L. 13.874/2.

H

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 16 janvier 1981, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les lois sur les établissements de crédit pour les adapter au droit communautaire", a donné le 15 juin 1981 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e januari 1981, door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wetten over de kredietinstellingen om ze aan het gemeenschapsrecht aan te passen", heeft de 15e juni 1981 het volgend advies gegeven :

28 AOUT 1981

OBSERVATIONS GENERALES.

A. Le projet a pour objet principal d'adapter notre législation à la directive du Conseil des Communautés européennes du 12 décembre 1977, ci-après désignée par les termes "la directive", visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice.

La notion d'établissement de crédit va bien au-delà de celle de "banque" dans notre droit.

La directive entend par établissement de crédit une entreprise dont l'activité consiste à recevoir du public des dépôts ou d'autres fonds remboursables et à octroyer des crédits pour son propre compte.

Cette définition est beaucoup plus large que celle de banque dans notre droit. Par ailleurs, la législation sur les banques exempte de son application les caisses d'épargne privées, qui font l'objet d'une législation spéciale. La législation sur les banques exempte aussi de son application un certain nombre d'organismes publics. Or, la directive est applicable à une partie d'entre eux.

Il y a donc lieu d'adapter non seulement la législation sur les banques, à savoir l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 (Chapitre Ier, articles 1 à 10), mais aussi la législation applicable aux caisses d'épargne privées, qui a été coordonnée par arrêté royal du 23 juin 1967 (Chapitre II, articles 11 à 31) et la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne (Chapitre III, articles 32 à 39).

En outre, le Gouvernement est amené à prévoir des dispositions nouvelles relatives au contrôle des établissements publics de crédit (Chapitre IV, articles 40 à 42).

.../...

Un chapitre particulier du projet (Chapitre V) adapte la législation relative à l'Institut national de crédit agricole (article 43) et celle relative à la Caisse nationale de crédit professionnel (article 44) et précise les règles applicables aux caisses ou associations agréées de ces organismes.

Enfin, le chapitre VI contient des dispositions transitoires.

\+

\+ +

B. Dans une large mesure, le texte des articles en projet reproduit le texte d'articles actuellement en vigueur. Même dans les cas où certains de ces articles sont imparfaitement rédigés, il n'est pas proposé d'en amender la forme. En effet, une modification du texte pourrait laisser croire qu'un changement est apporté à la teneur d'une disposition sur un point où le Gouvernement entend maintenir la règle actuellement en vigueur.

\+

\+ +

C. Déjà selon le texte actuellement en vigueur et davantage encore selon le texte en projet, l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques, les dispositions coordonnées le 23 juin 1967 relatives aux caisses d'épargne privées et la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne attribuent compétence à la commission bancaire pour prendre à l'égard d'entreprises déterminées, des décisions de caractère individuel (1).

.../...

\- - - - - - - - - - - - - - - -

(1) Voir l'annexe au présent avis.

De manière générale, à la différence des jugements rendus par les cours et tribunaux ou par toutes autres juridiction, les actes de l'autorité d'administration active ne doivent pas être motivés. Ils doivent évidemment être fondés sur des motifs exacts en fait et en droit; mais ces motifs ne doivent pas être énoncés dans le texte même de l'acte. C'est seulement dans les cas où une disposition particulière l'exige, qu'une décision de l'autorité d'administration active est soumise à la forme de la motivation. Tel est le principe que le Conseil d'Etat a affirmé dans de nombreux arrêts (par exemple, Conseil d'Etat 27 mai 1953, Rottiers, n° 2564, IIIè; 15 octobre 1970, Paternot n° 14.308, VIe; 15 juin 1979 Depouhon n° 19.695,IIIe; 13 novembre 1979, De Rijbel n° 19.906,IVe) (1).

Dans le but d'accroître les garanties des administrés, notamment en assurant l'information de ceux-ci, en réduisant le danger d'arbitraire de l'autorité administrative et en rendant plus aisé le contrôle du juge, diverses dispositions particulières prescrivent la motivation de certaines décisions, surtout de décisions défavorables ou de décisions qui ne sont susceptibles d'être prises que dans des cas spéciaux.

.../...

- - - - - - - - - - - - - - - - - -

(1) F.M. REMION "La motivation des actes administratifs en droit belge". Rapports belges au VIIIe Congrès international de droit comparé, Pescara, 29 août-5 septembre 1970, pp. 669-689. Bruxelles, C.I.D.C., 1970;
LES NOVELLES, Droit administratif, Tome VI, Le Conseil D'Etat n°s 1785-1791 et n°s 1292-1297.
Dominique LAGASSE "La motivation. Faut-il rendre obligatoire la motivation des actes administratifs?". Revue "Administration publique", 1980-1981, T 1, pp. 69-94.

Jusqu'à présent, à défaut de disposition particulière, les décisions prises par la Commission bancaire au sujet d'une demande d'inscription d'une banque ne doivent pas être motivées(1). Au contraire, aux termes de l'article 25, §§ 1er et 4, de l'arrêté royal n° 185, modifié par la loi du 30 juin 1975, la commission bancaire doit motiver les décisions, de caractère exceptionnel, qu'elle est habilitée à prendre dans le cas où une banque n'exerce pas son activité conformément à l'arrêté ou dans d'autres cas assimilés. La commission bancaire doit de même motiver les décisions ayant un objet semblable qu'elle peut prendre à l'égard d'une caisse d'épargne privée en application de l'article 17bis, §§ 1er et 4, introduit par la loi du 30 juin 1975 dans les dispositions coordonnées le 23 juin 1967.

Le projet élargit le champ d' application des dispositions prescrivant à la commission bancaire de motiver ses décisions. Il prévoit notamment la motivation de toutes les décisions relatives aux refus et aux diverses formes de "retrait" d'inscription, qu'il s'agisse des banques (2), des caisses d'épargne privées (3), ou des établissements de crédit soumis à la loi du 10 juin 1964 (4).

.../...

- - - - - - - - - - - - -

(1) J. LEBRUN et Cl. de LEMPEREUR, Répertoire pratique de droit belge, Complément, Tome V, V° Epargne publique, n° 111.

(2) Nouvel alinéa 2 inséré dans l'article 2 de l'arrêté royal n° 185 par l'article 1er du projet et nouvel article 25, § 5, inséré par l'article 7 du projet.

(3) Article 6 des dispositions coordonnées le 23 juin 1967, modifié par l'article 11 du projet ainsi que l'article 20, §§ 1er et 4, et les articles 21 à 24 modifiés par l'article 21 du projet.

(4) Article 2 de la loi du 10 juin 1964 modifié par l'article 32 du projet.

Parmi les dispositions actuellement en vigueur et les dispositions en projet qui attribuent des compétences à la commission bancaire, il en est un grand nombre qui confèrent à celle-ci le pouvoir d'autoriser, dans des cas spéciaux, des dérogations à des règles diverses qui, par exemple, ont pour objet d'interdire, des activités ou des opérations ou d'établir des incompatibilités (1) (2) (3). Par sa nature même, un tel pouvoir a un caractère particulièrement délicat. Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier si, pour entourer l'usage de ce pouvoir de garanties plus complètes, il n'y a pas lieu de prescrire la motivation des décisions par lesquelles la commission bancaire l'exerce.

Dans le but qui vient d'être indiqué, chacune des législations organiques modifiées par le projet pourrait être complétée par une disposition rédigée comme suit :

"La commission bancaire motive les décisions qu'elle prend en application des articles ...".

\+

\+ \+

.../...

- - - - - - - - - - -

(1) Arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935: article 7, § 2, (article 4 du projet); article 11, alinéa 6; article 12, alinéa 4; article 14, alinéa 8; article 16, § 2; article 17, alinéa 3; article 19bis, § 3; article 24.

(2) Dispositions coordonnées le 23 juin 1967: article 15 alinéa 5; article 16, § 2, alinéa 5 et § 3, alinéa 6 (article 17 du projet); article 24bis, § 2 (article 23 du projet); article 25, alinéa 3; article 26, alinéa 2; article 29, alinéa 1er.

(3) Loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne : article 5, § 2, (article 35 du projet); article 5bis, § 1er, alinéa 4 (article 36 du projet).

INTITULE.

Il serait plus élégant d'écrire :

"Projet de loi modifiant les lois sur les établissements de crédit pour les adapter au droit des Communautés européennes".

+

Dans le texte français de la formule de présentation, les mots "de loi" ont été omis par inadvertance après le mot "projet".

DISPOSITIF.

Article 1er.

I. Dans l'article 6 du chapitre II des dispositions relatives au contrôle des Caisses d'épargne privées, coordonnées le 23 juin 1967 (article 11 du projet de loi), figure, à propos des recours contre les décisions de la Commission bancaire relatives aux inscriptions, un alinéa 4 libellé comme suit :

> "Les décisions rendues sur ces recours sont motivées et notifiées par lettre recommandée ou avec accusé de réception à l'entreprise qui a pris son recours et à la Commission bancaire".

Cette disposition est parfaitement conforme à l'article 3, 6, de la directive, qui impose la motivation et la notification des décisions tout au moins lorsque celles-ci consistent en un refus d'agrément. Il s'indiquerait donc d'introduire une disposition semblable dans l'article 2 de l'arrêté royal n° 185.

.../...

L'article 1er du projet de loi devrait être rédigé comme suit sous réserve de ce qui sera exposé dans les observations II à V ci-dessous :

"Article 1er.-

A l'article 2 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1er et 2 :

"La Commission bancaire statue ...".

2° L'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

"Les décisions rendues sur ces recours sont motivées et notifiées par lettre recommandée à la poste ou par lettre avec accusé de réception à l'entreprise qui a introduit un recours et à la Commission bancaire".

II. Suivant l'article 3, 6., de la directive :

"6. Tout refus d'agrément est motivé et notifié au demandeur dans les six mois à compter de la réception de la demande ou, si celle-ci est incomplète, dans les six mois à compter de la transmission par le demandeur des renseignements nécessaires à la décision. Il est en tout cas statué dans les douze mois à compter de la réception de la demande".

Or, le texte du projet impose à la Commission bancaire de statuer "sur l'inscription dans les six mois de l'introduction d'un dossier complet et, au plus tard, dans les douze mois de la réception de la demande".

.../...

Si ces délais coïncident avec ceux dont la directive impose le respect, ces derniers risquent d'être dépassés dans une mesure indéterminée à la suite de l'exercice du recours ouvert par l'alinéa 2 actuellement en vigueur de l'article 2 de l'arrêté royal n° 185, puisque cette disposition n'impose au ministre aucun délai pour statuer.

Pour prévenir une discordance entre la directive et le texte en projet, il s'indiquerait que celui-ci fixe des délais qui, ensemble, s'inscriraient dans les délais prévus par la directive.

III. La directive prévoit (article 3. 7) que "Tout agrément est notifié à la commission". Le texte de l'article 2 nouveau ne le prévoit pas.

Pour prévenir toute controverse, d'une part, quant au caractère directement applicable de l'article 3.7 de la directive et, d'autre part, quant à l'applicabilité de cette disposition à la Commission bancaire, il serait préférable que l'article 2 nouveau prévoie la notification de l'agrément à la Commission des Communautés européennes.

IV. Suivant l'article 3.4 de la directive :

> "4. Les Etats membres prévoient en outre que la demande d'agrément doit être accompagnée d'un programme d'activités dans lequel seront notamment indiqués le genre des opérations envisagées et la structure de l'organisation de l'établissement".

.../...

Bien que les exigences que la Commission bancaire a eues jusqu'à présent rejoignent ces prescriptions de la directive, ainsi que le rappelle d'ailleurs l'exposé des motifs, il y aurait lieu de les reprendre dans le projet lui-même, car des exigences résultant d'une simple jurisprudence de la Commission bancaire pourraient théoriquement être atténuées, ce qui constituerait une contravention de la directive. On peut donc penser que le projet n'exécute pas celle-ci en se bornant à s'en remettre à la jurisprudence de la Commission bancaire sur ce point.

V. Afin d'éviter une confusion avec la Commission des Communautés européennes, il serait préférable, comme le fait d'ailleur l'arrêté n° 185, d'utiliser l'expression "la Commission bancaire" au lieu des mots "la Commission".

L'observation vaut pour toutes les dispositions du projet qui utilisent cette formule abrégée.

VI. Au début de la disposition en projet, il serait préférable d'écrire : "La Commission bancaire statue sur la demande d'inscription ...".

Article 2.

I. Suivant l'alinéa 2 de l'article 3 en projet :

> "La Commission bancaire peut autoriser les entreprises qui ne sont pas soumises au présent titre à user de ces termes (c'est-à-dire des termes "banque", "banquier" ou "bancaire") aux conditions qu'elle détermine. Elle peut, de même, imposer des mentions explicatives complémentaires aux entreprises étrangères habilitées à user de ces termes".

.../...

Commentant cette disposition nouvelle, l'exposé des motifs énonce ce qui suit :

> "La seconde exception concerne le cas d'entreprises qui ne sont pas soumises à la législation bancaire et pour lesquelles, conformément à la jurisprudence judiciaire récente, l'usage de la dénomination de banque n'est pas interdit, dans l'état actuel du droit, dès le moment où le contexte n'est pas de nature à créer une ambiguïté dans l'esprit du public. Il s'agit ainsi d'entreprises, voire d'oeuvres désintéressées, pour lesquelles il devient d'usage, notamment sur le plan international, d'autoriser l'utilisation de la dénomination banque (banques de données, banques d'informations, banque du sang ...). Il est proposé de régler ce problème en donnant à la Commission bancaire le pouvoir d'autoriser, aux conditions qu'elle détermine, l'usage de la dénomination dans ces cas. Elle pourra le faire par catégories de cas".

Selon l'exposé des motifs, l'article 3 en projet implique qu'une autorisation de la Commission bancaire doit être obtenue pour l'utilisation de la dénomination de "banque", même dans les cas où, conformément à la jurisprudence judiciaire, l'utilisation de cette dénomination n'est pas actuellement interdite étant donné qu'en raison du contexte, elle "n'est pas de nature à créer une ambiguïté dans l'esprit du public". Dans de tels cas, précisément à cause de l'absence de risque de confusion, il paraît excessif d'établir la règle de l'autorisation préalable : cette règle semble hors de proportion avec les abus que le projet tend à prévenir. En outre, en donnant, même pour les cas présentement examinés, compétence à la Commission bancaire, l'article 3 en projet confie à celle-ci des pouvoirs de police étrangers aux fins pour lesquelles la Commission a été créée et sans rapport avec sa composition.

II. La dernière phrase serait rédigée de manière plus conforme à la fois à l'article 5 de la directive et aux intentions exprimées dans l'exposé des motifs de la manière suivante :

.../...

"Au cas où il y aurait un danger de confusion, la Commission bancaire peut imposer aux entreprises étrangères, dans un but de clarification, l'adjonction à leur dénomination d'une mention explicative".

Article 4.

Le paragraphe 1er de l'article 7 en projet présente, en une seule phrase, des conditions qui, aussi bien dans la directive qu'en simple logique, ressortissent à des domaines différents. Il serait donc préférable de rédiger le paragraphe 1er comme suit :

"§ 1er. La direction effective des banques doit être confiée à deux personnes au moins; celles-ci doivent posséder l'honorabilité et l'expérience adéquate pour exercer ces fonctions".

Article 7.

I. Le paragraphe 1er de l'article 25 de l'arrêté royal n° 185 permet à la commission bancaire de prendre différentes mesures à l'égard des banques lorsque leur situation ou leur fonctionnement laissent à désirer. Elle doit d'abord fixer un délai dans lequel il doit être remédié à la situation constatée. La mesure la plus grave est la révocation de l'inscription.

Selon le projet, la révocation de l'inscription pourra avoir lieu sans procédure préalable dans deux cas :

a) l'inscription des banques belges ou étrangères pourra être révoquée si elles ont cessé leur activité en Belgique;

b) la commission bancaire révoque l'inscription des banques étrangères qui ne sont plus autorisées à exercer des activités bancaires dans le pays où elles ont été constituées (voir directive article 8.2).

Il serait préférable d'employer dans ces deux derniers cas le mot "rayer" l'inscription plutôt que "révoquer" l'inscription. La révocation est liée aux défaillances d'une banque, qui ne se met pas en règle dans le délai qui lui est imparti. Les deux nouvelles causes de révocation sont liées à une cessation d'activité en Belgique ou à une cessation d'activité d'une banque étrangère dans son propre pays lorsqu'elle n'est plus autorisée à y exercer ses activités. Elles ont donc un caractère très différent de la cause prévue à l'article 25, § 1er.

II. Suivant l'exposé des motifs, il n'est pas nécessaire de compléter la législation belge dans les autres cas de retrait de l'agrément prévus par la directive (article 8 de celle-ci).

C'est assurément exact.

Par contre, l'exposé des motifs fait erreur lorsqu'il estime qu'il n'y a pas lieu d'inscrire dans la législation belge l'obligation prévue à l'article 8.4 de la directive. Cette disposition est rédigée comme suit :

> "4. Avant le retrait de l'agrément d'une succursale accordé en vertu de l'article 4, l'autorité compétente de l'Etat membre dans lequel se trouve son siège social est consultée. La consultation peut être remplacée par une simple information dans les cas où une intervention d'extrême urgence s'impose. La même procédure est suivie, par analogie, en cas de retrait d'agrément à un établissement de crédit qui a des succursales dans d'autres Etats membres".

.../...

Seuls les Etats sont obligés par les directives.

En l'espèce, la législation aura à être appliquée, non par l'Etat belge lui-même, mais par un organisme public, la commission bancaire. Il serait dès lors plus sûr que la législation prescrive expressément les formes qui devront être suivies. La même observation vaut pour la notification des retraits prévue à l'article 8.5 de la directive.

Sous réserve de cette dernière observation, le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er du paragraphe 5 en projet :

"La commission bancaire procède par décision motivée à la radiation de l'inscription des banques belges ou étrangères qui ont cessé leur activité ainsi que de celle des banques étrangères qui ne sont plus autorisées, dans le pays où elles ont été constituées, à exercer les activités visées à l'article 1er".

Le paragraphe 7 nouveau devrait être rédigé comme suit :

"§ 7. Les banques dont l'inscription a été retirée en vertu de l'article 2, révoquée ou rayée en vertu du présent article restent soumises au présent arrêté jusqu'à l'apurement de leurs engagements, à moins que la Commission bancaire ne les en dispense pour certaines dispositions".

Article 8.

Dans le texte français de la phrase liminaire de l'article 40 en projet, le mot "effectuées" devrait être remplacé par "faites".

.../...

Article 9.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 9.-

L'article 42, 1°, du même arrêté, modifié par la loi du 30 juin 1975, est remplacé par la disposition suivante :

"1° ceux qui contreviennent à l'alinéa 1er de l'article 2, ceux qui poursuivent l'activité d'une banque dont l'inscription a été retirée, révoquée ou rayée ou ceux qui ne se conforment pas à l'article 3;".

Article 11.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"Le chapitre II des dispositions relatives au contrôle des Caisses d'épargne privées, coordonnées le 23 juin 1967, et comprenant les articles 3 à 7, est remplacé par les dispositions suivantes :".

Article 4 en projet.

La rédaction suivante est proposée pour le 2° :

"2° que l'entreprise, en ce qui concerne ses statuts, son organisation financière et sa gestion, soit en mesure de se conformer aux prescriptions des présentes dispositions coordonnées".

.../...

Article 5 en projet.

Les termes "lors de l'inscription" ne sont guère heureux. Il serait préférable d'écrire : "... lors de l'introduction de sa demande d'inscription, l'entreprise ...".

Article 6 en projet.

I. Au début de l'article, il serait préférable d'écrire : "La Commission bancaire statue sur la demande d'inscription ...".

II. En ce qui concerne les délais, l'article 6 en projet appelle une observation semblable à celle qui a été faite à propos de l'article 1er, sous le numéro II.

III. En ce qui concerne la notification de l'agrément à la Commission des Communautés européennes, la disposition appelle une observation semblable à celle qui a été faite à propos de l'article 1er, sous le numéro III.

IV. En ce qui concerne la portée de l'article 3.4 de la directive, la disposition appelle une observation semblable à celle qui a été faite à propos de l'article 1er sous le numéro IV.

Article 12.

Au liminaire, il conviendrait d'écrire, dans le texte français : "A l'article 8 des mêmes dispositions coordonnées ...".

.../...

A la lecture de l'alinéa 2 (du paragraphe 2) en projet, un doute pourrait surgir quant au point de savoir si les conditions mentionnées au primo et au secondo sont alternatives ou cumulatives. Selon l'exposé des motifs, c'est la deuxième de ces interprétations qui doit être retenue. Selon le même exposé, il y a, en réalité, trois conditions auxquelles la dérogation est subordonnée, la première figurant dans la phrase liminaire de l'alinéa. Pour lever toute équivoque, il serait préférable de rédiger cet alinéa comme suit :

"Le minimum ci-dessus n'est pas requis isolément pour les collectivités qui répondent aux conditions ci-après :

1° leurs engagements doivent être garantis par une association ou une fédération soumise aux présentes dispositions coordonnée et existante au 1er janvier 1978;

2° cette association ou fédération doit grouper diverses associations similaires soumises à une réglementation uniforme, elle doit exercer le contrôle direct sur ces associations et avoir le pouvoir de donner à celles-ci des instructions relatives à leur gestion et à leurs opérations;

3° le montant minimum de fonds social requis doit exister dans la situation globale intégrée comprenant la situation de cette association ou fédération et celles des associations contrôlées".

Au 3°, il serait préférable d'écrire : "3° l'article 8 est complété comme suit : § 4 ...".

.../...

Dans le texte français du paragraphe 4 en projet, il serait préférable d'écrire, comme dans l'article 5 (article 10bis en projet) : "... ainsi que sur l'identité et la participation de leurs principaux actionnaires ...".

Article 14.

Le paragraphe 2 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Lorsqu'il s'agit de collectivités visées à l'article 8, § 2, alinéa 2, seule l'association ou la fédération doit établir que l'ensemble de ses placements et de ceux des associations qu'elle comprend, tels qu'ils apparaissent de leur situation intégrée, correspondent aux conditions prévues par les règlements pris par la commission bancaire en vertu du paragraphe 1er et de l'article 16, § 3".

Article 15.

Au 2°, dans l'alinéa 3 nouveau de l'article 14, il y aura lieu d'écrire, pour le motif exposé sous l'article 21, à propos de l'article 21 en projet : "... la notification des décisions de révocation, de radiation ou de constatation de la renonciation ...".

Article 16.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

.../...

"A l'article 15, alinéa 2, des mêmes dispositions coordonnées, modifié par la loi du 30 juin 1975, le 2° est remplacé par la disposition suivante : ...".

Article 18.

Pour se conformer à l'usage, il y aurait lieu de rédiger comme suit le liminaire de l'article et le début de l'article 16bis en projet :

"Dans l'article 16bis, § 4, des mêmes dispositions coordonnées, modifié par la loi du 8 août 1980, la première phrase de l'alinéa 1er est remplacée par la disposition suivante :

"Ne sont pas soumises au paragrahe 1er au au paragraphe 2, alinéa 2, les caisses d'épargne privées ...".

Article 19.

Il serait préférable de rédiger l'article comme suit :

"L'article 17bis des mêmes dispositions coordonnées, y inséré par la loi du 30 juin 1975, est abrogé".

.../...

Article 21.

L'article remplace par des textes nouveaux, l'intitulé du chapitre VI des mêmes dispositions coordonnées ainsi que les articles 20 à 24, qui constituent la totalité de ce chapitre.

Liminaire.

Il y a lieu de rédiger comme suit le liminaire de l'article 21 du projet :

"Le chapitre VI des mêmes dispositions coordonnées, comprenant les articles 20 à 24, est remplacé par les dispositions suivantes :

...".

Intitulé du chapitre VI en projet :

Cet intitulé serait rédigé avec plus d'exactitude dans les termes suivants : "Mesures exceptionnelles. Suppression de l'inscription".

Article 20 en projet.

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il y a lieu d'écrire dans le texte français " ... et les règlements d'exécution qu'elles prévoient ...".

.../...

Article 21 en projet.

Le texte nouveau que le projet tend à établir pour l'article 21, alinéas 1er et 2, l'article 22, l'article 23 et l'article 24, alinéa 1er, utilise l'expression "arrêté de la commission bancaire".

L'emploi du terme "arrêté" pour désigner une décision de la commission bancaire a un caractère inusité. Il s'explique sans doute par le seul fait que les articles 20 à 24 actuellement en vigueur prévoient un arrêté royal pris sur avis de la commission bancaire, alors que le projet substitue à un tel arrêté royal, une décision de la commission bancaire.

Pour éliminer l'inconvénient indiqué, il y a lieu de remplacer, aux articles 21 à 24 en projet, l'expression "arrêté de la commission bancaire" par l'expression "décision de la commission bancaire". Cette modification de rédaction se justifie, en outre, par le souci d'assurer la concordance de la terminologie entre les articles 21 à 24 que le projet tend à insérer dans les dispositions coordonnées relatives aux caisses d'épargne privées et d'autres articles que le projet tend à insérer dans ces mêmes dispositions (articles 6 et 20 en projet) (1), ou dans la législation sur les banques (par exemple, article 25 en projet pour l'arrêté royal n° 185) (2).

.../...

---

(1) Articles 11 et 21 du projet.

(2) Article 7 du projet.

Article 22 en projet.

Comme l'observation en a été faite à propos de l'article 7 du projet, dans les cas visés par l'article 22 en projet, il est plus logique de recourir à la notion de radiation de l'inscription qu'à celle de révocation de celle-ci.

L'article serait, dès lors, mieux rédigé comme suit :

"La commission bancaire procède, par décision motivée, à la radiation de l'inscription des caisses d'épargne belges ou étrangères qui ont cessé leur activité ainsi que de celle des caisses d'épargne étrangères qui ne sont plus autorisées dans le pays où elles ont été constituées à exercer les activités visées aux articles 1er et 12".

Article 23 en projet.

En vue de sa mise en concordance avec le texte proposé pour l'article 22 en projet, l'article pourrait être rédigé comme suit :

"La commission bancaire ordonne, le cas échéant, dans la décision qui révoque l'inscription, dans celle qui raye celle-ci, dans celle qui constate la renonciation à l'inscription, ou dans une décision ultérieure, les mesures propres à sauvegarder les droits des épargnants qui ont confié des fonds visés à l'article 1er".

Article 22.

L'article donne au chapitre VII des dispositions coordonnées dont il s'agit, l'intitulé : "Dirigeants - Publicité".

Cet intitulé ne correspond pas exactement à la teneur des articles du chapitre VII, lesquels, tant dans leur texte

.../...

actuel que dans le texte en projet, ont des objets de nature très diverse et, en partie, des objets autres que ceux qui sont indiqués dans l'intitulé proposé.

En conséquence, il serait préférable de rédiger comme suit l'intitulé du chapitre VII : "Direction des Caisses. Activités interdites. Nullités".

Article 23.

Article 24bis en projet.

Par souci de clarté et pour assurer la concordance avec l'article 7, § ler, nouveau, que l'article 4 du projet tend à insérer dans l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, il y aurait lieu de rédiger comme suit l'article 24bis, § ler, en projet :

"§ ler. La direction effective des caisses d'épargne privées doit être confiée à deux personnes au moins; celles-ci doivent posséder l'honorabilité et l'expérience adéquates pour exercer ces fonctions".

Article 24.

Il y a lieu de rédiger l'article comme suit :

"Dans l'article 25, alinéa ler, des mêmes dispositions coordonnées, les mots "directeurs ou fondés de pouvoirs" sont remplacés par les mots "ou directeurs".

Il convient d'adopter une rédaction semblable pour l'article 25 du projet.

.../...

Article 26.

En tête du liminaire, il y a lieu d'écrire plus simplement : "A l'article 28 des mêmes dispositions coordonnées, sont apportées les modifications suivantes : ...".

Article 29.

Conformément à la rédaction proposée pour l'article 26, il y a lieu, au liminaire de l'article 29, d'écrire :

"A l'article 32 des mêmes dispositions coordonnées, sont apportées les modifications suivantes : ...".

Article 30.

Le début de l'article 34 en projet pourrait être rédigé avec plus de précision comme suit :

"Sont punis des peines prévues à l'article 204 des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, les administrateurs, directeurs ...".

La même observation vaut pour l'article 31 du projet.

Article 32.

I. Pour assurer la concordance de l'article 2 nouveau que le projet tend à insérer dans la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne avec d'autres dispositions du

projet ayant un objet semblable (1) (2), il y aurait lieu de rédiger les trois dernières phrases de l'alinéa 1er du paragraphe 1er de l'article 2 en projet comme suit :

" ... Elle retire l'inscription lorsque l'activité n'a pas été entreprise dans les douze mois; elle procède à la radiation de l'inscription en cas de renonciation de l'entreprise. Les décisions relatives aux inscriptions sont notifiées dans les huit jours. Les refus, retraits et radiations d'inscription sont motivés".

II. En ce qui concerne le respect des délais fixés par l'article 3.6 de la directive du 12 décembre 1977, l'article 2, § 2 nouveau que le projet tend à insérer dans la loi du 10 juin 1964 appelle la même observation que celle qui a été faite, sous le numéro II, au sujet de l'article 2, alinéa 2, nouveau que l'article 1er du projet tend à insérer dans l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques.

.../...

- - - - - - - - - - - - - - - - -

(1) Articles 1er et 7 du projet modifiant respectivement l'article 2 et l'article 5 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques.

(2) Article 21 du projet modifiant l'article 21 des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, coordonnées le 23 juin 1967.

III. Reproduisant le texte en vigueur, l'article 2, § 2, en projet dispose :

"Les décisions de la commission bancaire relatives à l'établissement de la liste et aux inscriptions sont susceptibles de recours par l'entreprise intéressée auprès du Ministre des Finances ...".

Le texte cité, qui a été introduit dans la loi du 10 juin 1964 par l'arrêté royal n° 63 du 10 novembre 1967, fait mention d'un recours contre les décisions relatives à l'établissement de la liste alors que les dispositions relatives aux banques (1) et les dispositions relatives aux caisses d'épargne privées font exclusivement mention d'un recours contre les décisions relatives aux inscriptions (2).

Le texte adopté par le Gouvernement dans l'arrêté du 10 novembre 1967 reprend, mais pour partie seulement, celui qui avait été proposé par le Conseil d'Etat. Au moment où le Gouvernement avait introduit la demande d'avis, il avait exprimé ses intentions en faisant savoir au Conseil d'Etat que "toute personne intéressée peut prendre un recours contre les décisions de la commission bancaire" et que "Cette personne peut être une entreprise concurrente ou un simple particulier qui aurait confié des fonds à l'entreprise faisant l'objet de la décision bancaire" (3).

.../...

- - - - - - - - - - - - -

(1) Alinéa 2 devenant l'alinéa 3, de l'article 2, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 (article 1er du projet).

(2) Article 6 nouveau que l'article 11 du projet tend à insérer dans les dispositions coordonnées le 23 juin 1967

(3) Moniteur belge du 14 novembre 1967, page 11.807; Pasinomie 1967, page 1327.

Mais, comme le Ministre des Finances l'explique dans le rapport au Roi, "après un nouvel examen du problème", le Gouvernement a décidé de n'admettre qu'un recours introduit par l'entreprise qui a fait l'objet de la décision prise par la commission (1).

Dès lors, le texte adopté par l'arrêté royal n° 63 du 10 novembre 1967 et repris par le projet n'est pas parfaitement adéquat.

Pour supprimer tout danger d'équivoque et pour mettre en concordance l'article 2, § 2, avec la disposition relative aux banques et la disposition relative aux caisses d'épargne privées qui ont le même objet, ce paragraphe 2 devrait être plus simplement rédigé comme suit :

"§ 2. Les décisions de la commission bancaire relatives aux inscriptions sont susceptibles de (faire l'objet d'un) recours (introduit) par l'entreprise intéressée auprès du Ministre des Finances (2) (3)

IV. Dans le texte néerlandais de la première phrase du paragraphe 2, "verhaal" doit être remplacé par "beroep".

.../...

- - - - - - - - - - - - -

(1) Moniteur belge, page 11.804; Pasinomie, page 1326.

(2) Comparer avec la rédaction de l'alinéa 2 devenant l'alinéa 3 de l'article 2 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 et celle de l'article 6, alinéa 3, que l'article 11 du projet tend à insérer dans les dispositions coordonnées le 23 juin 1967.

(3) L'article 2 de l'arrêté royal n° 185 emploie le terme "appel".

La seconde phrase de l'alinéa 1er du paragraphe 2 serait rédigée de manière plus précise comme suit :

"... Les recours sont adressés au Ministre des Finances et notifiés à la Commission bancaire par lettre recommandée à la poste ou par lettre avec accusé de réception".

Cette rédaction permet de supprimer le paragraphe 3, à condition de compléter l'alinéa 2 du paragraphe 2, en y insérant les mots "dans la même forme" après les mots "et notifiées".

Article 33.

I. Le liminaire serait mieux rédigé comme suit :

"L'article 2bis de la même loi, y inséré par l'arrêté royal n° 63 du 10 novembre 1967 et modifié par la loi du 30 juin 1975, est remplacé par la disposition suivante ...".

II. Au paragraphe 2, alinéa 2, de l'article 2bis en projet, il y a lieu d'écrire dans le texte français :

"Les entreprises sont tenues d'établir dans le pays un siège d'opérations ... (la suite comme au projet)".

III. Au paragraphe 3 de l'article 2bis en projet, pour prévenir le danger d'une équivoque, il serait préférable de s'inspirer du texte actuellement en vigueur et de rédiger la disposition comme suit :

.../...

"Pour l'application du présent article et de l'article 9, la Commission bancaire apprécie la valeur de l'actif net des entreprises régies par le présent chapitre" (1).

Article 35.

Le paragraphe 2 de l'article 5 en projet énonce une série de cas dans lesquels une personne ne peut exercer ou continuer à exercer les fonctions de gérant, d'administrateur ou de directeur d'une entreprise à laquelle s'applique la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne.

Le troisième alinéa de ce paragraphe 2 permet toutefois à la Commission bancaire d'autoriser des dérogations à ces interdictions.

A défaut de critère défini par le législateur lui-même, ce pouvoir de dérogation a un caractère entièrement discrétionnaire. Quelle que soit la prudence avec laquelle il a été exercé jusqu'à présent en vertu de dispositions semblables (notamment l'article 14, alinéa 8, et l'article 16, § 2, de l'arrêté royal n° 185, ainsi que l'article 5, alinéa 2, actuellement en vigueur, de la loi du 10 juin 1964), ce pouvoir est excessif, puisque, dans la rigueur des termes, il permet de suspendre, cas par cas, l'application de la loi.

La disposition devrait donc être revue et l'occasion saisie de revoir les dispositions précitées dont elle s'inspire.

.../...

- - - - - - - - - - - - -

(1) Comparer toutefois le texte proposé pour l'article 2bis, § 3, à insérer dans la loi du 10 juin 1964 avec la seconde phrase de l'article 16 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques, laissé inchangé par le projet.

La même observation vaut pour l'article 36 en ce qui concerne le paragraphe 1er, alinéa 4, et le paragraphe 2 de l'article 5bis en projet, la restriction du pouvoir discrétionnaire de la Commission bancaire à des "cas spéciaux" n'étant évidemment pas d'une précision suffisante pour écarter l'objection formulée ci-dessus.

Il se recommanderait donc, d'une part, que le législateur définisse lui-même, au moins dans leurs grandes lignes, les critères de dérogations et, d'autre part, ainsi que la suggestion en a été faite dans l'observation générale C, qu'il impose la motivation en la forme des décisions dont il s'agit.

Article 37.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"A l'article 9bis de la même loi, y inséré par la loi du 9 juin 1975, sont apportées les modifications suivantes : ...".

Au 1°, l'alinéa 1er du paragraphe 5 en projet devrait être rédigé comme suit :

"La commission bancaire procède par décision motivée à la radiation de l'inscription des banques belges ou étrangères qui ont cessé leurs activités (1) ainsi qu'à celles des banques étrangères qui ne sont plus autorisées, dans le pays où elles ont été constituées, à exercer les activités visées à l'article 1er".

.../...

- - - - - - - - - - - - - - - - -

(1) Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier si un délai ne devrait pas être prévu ici.

Au 2°, le début du paragraphe 7 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Les entreprises dont l'inscription a été retirée en vertu de l'article 2 ou rayée en vertu du présent article restent, jusqu'à l'apurement de leurs engagements, soumises ...".

Article 38.

La disposition par laquelle il est proposé de compléter l'article 11 serait mieux à sa place dans un article distinct ou, éventuellement, comme alinéa 1er de l'article 11 puisque la règle qu'elle porte paraît plus fondamentale que celle qu'elle voudrait "compléter".

Article 39.

A la fin du 1° en projet, il convient de lire :

"dont l'inscription a été retirée, rayée ou révoquée;".

Article 40.

L'article 40 n'est pas non plus applicable à la Caisse générale d'épargne et de retraite, alors que celle-ci est soumise à la directive. Mais la Caisse d'épargne est soumise à une législation particulière. Elle a été transformée en banque publique par la loi du 8 août 1980 (voir les arrêtés d'exécution et spécialement les arrêtés royaux n° 1 et 2 du 24 décembre 1980).

Cette situation particulière soulève cependant une difficulté.

.../...

L'article 41 prévoit que, pour la détermination des fonds propres requis par la réglementation relative au contrôle des établissements de crédit visés à l'article 40 ainsi que de la C.G.E.R., le montant des garanties expresses de l'Etat, etc., attachées aux engagements de ces établissements est compté comme fonds propres.

Ce régime ne paraît pas conforme au principe contenu dans l'article 92, § 2, 1°, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires, qui établit le principe de la non-discrimination entre les banques privées et la banque publique.

L'article 92, § 2, 1°, de cette loi prévoit :

"§ 2. Les dispositions à prendre par le Roi en vertu du § 1er se conformeront aux principes suivants :

1° sauf pour les missions spéciales qui lui sont ou lui seraient confiées par des lois particulières, les activités et les opérations bancaires de la Caisse d'épargne ne comportent pas de charges ou d'avantages légaux ou réglementaires par rapport aux activités et opérations similaires effectuées par les banques".

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier s'il convient de déroger comme le fait le projet au principe dont il s'agit.

Article 42.

La rédaction suivante est proposée pour la phrase liminaire :

.../...

"Dans l'article 64bis, des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, y inséré par la loi du 1er décembre 1953 et modifié par les lois du 1er décembre 1975 et du 8 août 1980, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante : ...".

Article 43.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"L'article 7 de l'arrêté royal du 30 septembre 1937 relatif à la création d'un Institut national de crédit agricole, modifié par l'arrêté royal n° 57 du 10 novembre 1967, est remplacé par la disposition suivante : ...".

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er de l'article 7 en projet :

"Le conseil d'administration de l'Institut agrée les caisses de crédit visées à l'article 4. Il établit le règlement relatif à l'agrément et au contrôle des caisses et le soumet à l'approbation du Ministre des Finances et du Ministre de l'Agriculture".

+

A l'alinéa 2, il serait préférable d'écrire : "Ce règlement consacre l'application des principes suivants :".

La même observation vaut pour l'article 44.

+

.../...

L'alinéa 3 devrait être rédigé comme suit :

"Les caisses ne peuvent traiter d'autres opérations que celles que le conseil d'administration de l'Institut a admises".

+

L'alinéa 9 dispose comme suit :

"Celui-ci statue par décision motivée et conformément au règlement d'agréation et de contrôle sur les refus, les suspensions et les retraits d'agréation".

Comme il va de soi que le conseil d'administration de l'Institut devra se conformer au règlement, les mots "et conformément au règlement d'agréation et de contrôle" sont superflus. L'alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"La décision par laquelle le conseil d'administration de l'Institut refuse, suspend ou retire l'agrément est motivée".

+

Le mot "agréation" doit être remplacé par "agrément" dans le texte français de l'article.

+

Les deux dernières observations valent également pour l'article 44.

.../...

Article 44.

Afin d'uniformiser la terminologie de l'article 8 du statut de la Caisse nationale de crédit professionnel, annexé à l'arrêté royal du 2 juin 1956, le mot "agréation" devrait être remplacé par le mot "agrément" dans le paragraphe 3.

L'article 44 devrait donc être rédigé comme suit :

"Article 44.-

A l'article 8 du statut de la Caisse nationale de crédit professionnel, annexé à l'arrêté royal du 2 juin 1956 et modifié par l'arrêté royal n° 59 du 10 novembre 1967, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le paragraphe 1er est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. Le Conseil d'administration agrée les associations de crédit qui ont le crédit professionnel pour objet. Il établit le règlement relatif à l'agrément et au contrôle des associations, et le soumet à l'approbation du Ministre des Finances et du Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions.

Ce règlement consacre l'application des principes suivants :

... (la suite comme au projet)".

2° Dans le texte français du paragraphe 3, le mot "agréation" est remplacé par le mot "agrément".

.../...

Article 45.

Les articles 4 à 7 des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées sont des dispositions de procédure dont l'article 45 a précisément pour objet d'écarter l'application au bénéfice des caisses d'épargne privées autorisées à la date d'entrée en vigueur des dispositions nouvelles. Dès lors, seul l'article 3 doit être visé.

Le texte suivant est proposé :

"Article 45.-

Les Caisses d'épargne privées autorisées à la date d'entrée en vigueur de la présente loi sont inscrites de plein droit auprès de la Commission bancaire pour l'application de l'article 3 des dispositions coordonnées relatives aux caisses d'épargne privées, modifié par l'article 11 de la présente loi".

Article 46.

Il vaudrait mieux écrire : "... deux ans après la date de la publication de la présente loi" au lieu de "deux ans à dater de la publication de la présente loi".

OBSERVATION FINALE.

Etant donné que les différents chapitres du projet comprennent plusieurs modifications aux lois actuellement en vigueur, il y aurait lieu d'employer le terme "modifications" au pluriel dans leurs intitulés respectifs.

.../...

ANNEXE.

à l'avis sur un projet de loi modifiant les lois sur les établissements de crédit pour les adapter au droit communautaire.

Compétence de décision accordée à la Commission bancaire, avec ou sans obligation de motiver la décision. (1)

1. - Liste des articles contenus dans l'arrêté royal n° 185 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs - (M.B. du 10 juillet 1935 - confirmé par L. du 4 mai 1936 - Texte Codes Larcier t IV, p. 170) et dans le projet de loi.

A.R. n° 185	Projet de loi.
- art. 2, al. 2	- art. 2 (nouvel alinéa inséré entre les al. 1 et 2) (art. 1er projet de loi) (M) - art. 3 al. 2 (art. 2 projet de loi)
- art. 4.	
- art. 7, al. 2.	- art. 7,§2,al. 3 (art. 4 projet de loi)
- art. 9 (modifié par L.30.VI.1975)	
- art.10 (modifié par L.30.VI.1975)	
	-art. 10 bis (R) (art. 5 projet de loi)
- art.11 (modifié par L. 30.VI.1975)	
- al. 6.	./.

(1) - Quand la loi prévoit l'obligation de motiver, l'indication de l'article est suivie de la mention (M);

- Quand il s'agit d'une compétence réglementaire dont l'exercice n'est pas soumis à l'approbation du Roi ou d'un Ministre, l'indication de l'article est suivie de la mention (R). Si une telle approbation est requise, la compétence réglementaire n'est pas mentionnée dans la note.

- Si un même article donne à la Commision bancaire une compétence réglementaire et une compétence de décision (individuelle), l'indication de l'article est suivie de la mention (R) et de la référence aux alinéas qui ont trait au pouvoir de décision individuelle.

- art. 12 (modifié par L. 30.VI.1975)
  - (R)
  - al. 4 : décisions individuelles (éventuellement)

-art. 14
- al. 4 (modifié par L. 30.VI.1975)
- al. 7 (modifié par L. 30.VI.1975)

- art.16 § 2 (modifié par L.30.VI.1975)°

- art. 17, al. 3

- art. 19 bis (loi 8 août 1980) § 3.

- art. 24 (loi 8 août 1980)

- art. 25 (modifié par L.30juin1975) (M)

- art. 25 , § 5 nouveau (M) (art. 7 projet de loi)

- art. 27 (R)

- art. 28, al. 2 (M)

- art. 29,al. 2 (M)

x

x x

2. Liste des articles contenus dans les dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, coodonnées le 23 juin 1967 (M.B. 23 juin 1967 - Codes Larcier, t IV, p. 186) et dans le projet de loi.

Dispositions coordonnées.	Projet de loi.
	- art. 5 (art.11 projet de loi)
	- art. 6 (art. 11 projet de loi)(M
- art. 7 (loi 30 juin 1975 avis conforme.	- art. 7 (art. 11 projet de loi) avis conforme.
	- art. 8 § 4 (art. 11 projet de loi) (R)

./.

- art. 12 (loi 30 juin 1975)
  § 1er, 9° (R)
  10° (R)
  11°

- art. 13 (loi 30 juin 1975)
  § 1er (R)
  § 2 (R) en relation avec l'article 16.

- art. 15 (loi du 30 juin 1975)
  al. 2 - 3°
  4°
  al. 5

- art. 16 (loi 30 juin 1975)
  al. 12
  al. 13 (R)

- art. 16 (art. 17 projet de loi)
  § 2 al. 1er et 2 (R)
  al. 5
  § 3 al 6
  § 4 (R)

- art. 17 bis (loi 30 juin 1975)
  (M)

- art. 19 du projet de loi abroge l'art. 17 bis des dispositions coordonnées

- art. 20 (art. 21 projet de loi)
  §§ 1er - 4 (M)

- art. 21 et 24 (art. 21 projet de loi) (M)

- art. 22 et 24 (art. 21 projet de loi (M)

- art. 24 bis (art. 23 projet de loi § 2, al. 3.

- art. 25 , al. 3

- art. 26, al. 2

- art. 28 : nouvel alinéa (art. 26 projet de loi).

./.

- art. 29 al. 1er

- art. 30 (loi 30 juin 1975) devenu sans objet.

- art. 27 projet de loi abroge l'art. 30 des dispositions coordonnées.

x

x x

3. Liste des articles contenus dans la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne (M.B. 20 juin 1964 - Codes Larcier, t IV, p. 183) et dans le projet de loi.

Loi 10 juin 1964.	Projet de loi.
- art. 2 (A.R. n° 63 du 10 novembre 1967) § 1er	- art. 2 § 1er , al. 1er (M) (art 32 projet de loi) § 2 (décisions rendues sur recours (M)
- art. 2 bis (A.R. n° 63 du 10.XI.1967) al. 2.	- art. 2 bis (art. 33 projet de loi § 1er - 3° (R) § 3.
- art. 3 al. 1er et 2.	
- art. 4 (A.R. N° 63 du 10.XI.1967) al. 1er - 6° al. 3.	- art. 4 al 3 abrogé par l'art. 34 du projet de loi.
- art. 5 (A.R. n° 63 du 10 novembre 1967) al. 2.	- art. 5 (art. 35 projet de loi) § 2 al. 3
	- art. 5 bis (art. 36 projet de loi § 1er al. 4. § 2.

./.

- art. 8 al. 2 - 3 (R)
  al. 4
  al. 5
  al. 6

- art. 9 al. 2 (A.R. n° 63 10.XI.1967)

- art. 9 bis (loi 30 juin 1975) §§ 1er et 4 (M)

- art. 9 bis (art. 37 projet de loi) § 5 nouveau (M)

- art. 11 (art. 38 projet de loi) nouvel alinéa.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

A. Het ontwerp bedoelt in hoofdzaak onze wetgeving aan te passen aan de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 12 december 1977 - hierna "de richtlijn" genoemd - tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de toegang tot en de uitoefening van de werkzaamheden van kredietinstellingen.

Het begrip kredietinstelling reikt in ons recht heel wat verder dan het begrip "bank".

In de richtlijn wordt onder kredietinstelling verstaan : een onderneming waarvan de werkzaamheden bestaan in het van het publiek in ontvangst nemen van deposito's of van andere terugbetaalbare gelden en het verlenen van kredieten voor eigen rekening.

Deze begripsomschrijving is veel ruimer dan wat in ons recht van een bank kan worden gezegd. De wetgeving op de banken is niet van toepassing op privé-spaarkassen waarvoor bijzondere wetten gelden. De bankwetgeving houdt ook een aantal openbare instellingen buiten haar werkingssfeer. Op een aantal daarvan is de richtlijn echter wel toepasselijk.

Er is derhalve aanleiding tot aanpassing, niet alleen van de wetgeving op de banken, met name het koninklijk besluit nr 185 van 9 juli 1935 (Hoofdstuk I, artikelen 1 tot 10), maar ook van de wetgeving op de privé-spaarkassen, die gecoördineerd

.../...

is bij het koninklijk besluit van 23 juni 1967 (Hoofdstuk II, artikelen 11 tot 31) en van de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden (Hoofdstuk III, artikelen 32 tot 39).

Bovendien behoren nieuwe voorzieningen te worden getroffen in verband met de controle over de openbare kredietinstellingen (Hoofdstuk IV, artikelen 40 tot 42).

Een bijzonder hoofdstuk van het ontwerp (Hoofdstuk V) voorziet in de aanpassing van de wetgeving betreffende het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet (artikel 43) en van die betreffende de Nationale Kas voor Beroepskrediet (artikel 44) en preciseert de regels die van toepassing zijn op de door die instellingen erkende kassen of verenigingen.

Hoofdstuk VI ten slotte bevat overgangsbepalingen.

\+

\+ \+

B. De tekst van de ontworpen artikelen neemt in ruime mate de tekst van de thans geldende artikelen over. Zelfs waar sommige van die artikelen gebrekkig geredigeerd zijn, worden geen vormwijzigingen voorgesteld. Wijziging van de tekst zou de indruk kunnen geven dat een bepaling inhoudelijk wordt veranderd ten aanzien van een punt waar de Regering de thans geldende regel wenst te handhaven.

\+

\+ \+

C. Reeds in de thans geldende tekst, en nog meer volgens de ontwerp-tekst, verlenen het koninklijk besluit nr 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole, de gecoördineerde bepalingen van 23 juni 1967 betreffende de privé-spaarkassen en de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden, aan de bankcommissie bevoegdheid om ten aanzien van bepaalde ondernemingen individuele beslissingen te nemen (1).

In het algemeen - en in tegenstelling met vonnissen en arresten van hoven en rechtbanken of van andere rechtscolleges - hoeven de akten van de actieve bestuursoverheid niet met redenen te worden omkleed. Wel moeten zij uiteraard op in rechte en feite juiste motieven gegrond zijn; maar in de tekst zelf van de akte behoeven die motieven niet te worden vermeld. Alleen wanneer een bijzondere bepaling het voorschrijft, moet een beslissing van de actieve bestuursoverheid worden gemotiveerd. Dat beginsel heeft de Raad van State in menig arrest bevestigd (bijvoorbeeld Raad van State 27 mei 1953, Rottiers, nr 2564, III; 15 oktober 1970, Paternot, nr 14.308, VI; 15 juni 1979 Depouhon, nr 19.695, III; 13 november 1979, De Rijbel, nr 19.906, IVe) (2).

Om de bestuurden onder meer door betere voorlichting, door afzwakking van de willekeur vanwege de bestuursoverheid en door vereenvoudiging van de rechterlijke controle nog beter te

.../...

---

(1) Zie de bijlage bij dit advies.

(2) F.M. REMION "La motivation des actes administratifs en droit belge". Rapports belges au VIIIe Congrès international de droit comparé, Pescara, 29 août-5 septembre 1970, pp. 669-689. Bruxelles, C.I.D.C., 1970;
LES NOVELLES, Droit administratif, Tome VI, Le Conseil d'Etat n°s 1785-1971 et n°s 1292-1297.
Dominique LAGASSE "La motivation. Faut-il rendre obligatoire la motivation des actes administratifs?". Revue "Administration publique", 1980-1981, T 1, pp. 69-94.

beschermen, wordt dan nog in een aantal bijzondere bepalingen een motiveringsplicht ingeschreven vooral dan ten aanzien van ongunstige beslissingen of beslissingen die alleen in speciale gevallen kunnen worden genomen.

Tot dusver moeten de beslissingen van de Bankcommissie over een aanvraag tot inschrijving van een bank, niet met redenen worden omkleed, daar geen bijzondere bepaling dit voorschrijft (1). Daarentegen is de Bankcommissie, luidens artikel 25, §§ 1 en 4, van het koninklijk besluit nr 185, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1975, verplicht tot het motiveren van de uitzonderlijke beslissingen welke zij kan nemen ingeval een bank niet werkt overeenkomstig dat besluit of in andere daarmee gelijkgestelde gevallen. Ook is de Bankcommissie gehouden tot het motiveren van de beslissingen met een soortgelijk onderwerp welke zij ten aanzien van een privé-spaarkas kan nemen op grond van artikel 17bis, §§ 1 en 4, door de wet van 30 juni 1975 ingevoegd in de gecoördineerde bepalingen van 23 juni 1967.

Het ontwerp verruimt de werkingssfeer van de bepalingen die de Bankcommissie verplichten om haar beslissingen te motiveren. Het voorziet in de motivering van alle beslissingen in verband met de weigeringen en de diverse vormen van "intrekking" van de inschrijving, zowel voor de banken (2), de privé-spaarkassen (3) of de aan de wet van 10 juni 1964 onderworpen kredietinstellingen (4).

.../...

---

(1) L. LEBRUN et Cl. de LEMPEREUR, Repertoire pratique de droit belge, Complément, Tome V, V° Epargne publique, n° 111.

(2) Nieuw tweede lid, in artikel 2 van het koninklijk besluit nr 185 ingevoegd door artikel 1 van het ontwerp, en nieuw artikel 25, § 5, ingevoegd door artikel 7 van het ontwerp.

(3) Artikel 6 van de op 23 juni 1967 gecoördineerde bepalingen, gewijzigd bij artikel 11 van het ontwerp, alsook artikel 20, §§ 1 en 4, en de artikelen 21 tot 24, gewijzigd bij artikel 21 van het ontwerp.

(4) Artikel 2 van de wet van 10 juni 1964 gewijzigd bij artikel 32 van het ontwerp.

Onder de thans geldende bepalingen en de ontworpen bepalingen die aan de Bankcommissie bevoegdheden verlenen, zijn er heel wat die ze machtigen om, in bijzondere gevallen, afwijkingen toe te staan van diverse regels die bijvoorbeeld tot doel hebben werkzaamheden of verrichtingen te verbieden of onverenigbaarheden vast te stellen (1) (2) (3). Het verlenen van een zodanige bevoegdheid is uiteraard een kiese aangelegenheid. Het is zaak van de Regering en van de Wetgevende Kamers te oordelen of er geen aanleiding is om te bepalen dat de Bankcommissie de beslissingen waarbij zij die bevoegdheid uitoefent dient te motiveren ten einde het aanwenden van die bevoegdheid met de volste waarborgen te omringen.

Met het oog daarop zouden de door het ontwerp gewijzigde organieke wetgevingen telkens kunnen worden aangevuld met een als volgt te redigeren bepaling :

"De Bankcommissie motiveert de beslissingen die zij neemt op grond van de artikelen ...".

+

\+ +

.../...

---

(1) Koninklijk besluit nr 185 van 9 juli 1935 : artikel 7, § 2, (artikel 4 van het ontwerp); artikel 11, zesde lid; artikel 12, vierde lid; artikel 14, achtste lid; artikel 16, § 2; artikel 17, derde lid; artikel 19bis, § 3; artikel 24.

(2) Gecoördineerde bepalingen van 23 juni 1967 : artikel 15, vijfde lid; artikel 16, § 2, vijfde lid, en § 3, zesde lid (artikel 17 van het ontwerp); artikel 25, derde lid; artikel 26, tweede lid; artikel 29, eerste lid.

(3) Wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden : artikel 5, § 2 (artikel 35 van het ontwerp); artikel 5bis, § 1, vierde lid (artikel 36 van het ontwerp).

OPSCHRIFT.

Een fraaier opschrift zou zijn :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de wetten op de kredietinstellingen ter aanpassing aan het recht van de Europese Gemeenschappen".

+

In de Franse tekst van het indieningsformulier zijn de woorden "de loi" bij vergissing weggelaten na het woord "projet".

ARTIKELEN.

Artikel 1.

1. In artikel 6 van hoofdstuk II van de bepalingen betreffende de controle op de privé-spaarkassen, gecoördineerd op 23 juni 1967 (artikel 11 van het wetsontwerp) staat, in verband met het beroep tegen de beslissingen van de Bankcommissie betreffende de inschrijvingen, een vierde lid dat als volgt luidt :

> "De beslissingen na verhaal worden met redenen omkleed en per aangetekende brief of per brief met ontvangstbewijs betekend aan de onderneming die het verhaal heeft ingesteld en aan de Bankcommissie".

Deze bepaling is volkomen in overeenstemming met artikel 3, 6., van de richtlijn, dat tot motivering en kennisgeving van de beslissingen verplicht, althans wanneer deze een vergunning weigeren. Het is dus geraden een soortgelijke bepaling in te voegen in artikel 2 van het koninklijk besluit nr 185.

.../...

Artikel 1 van het wetsontwerp zou als volgt moeten worden geredigeerd onder voorbehoud van hetgeen hierna in de opmerkingen II tot V zal worden gezegd :

"Artikel 1.-

In artikel 2 van het koninklijk besluit nr 185 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het volgende lid wordt ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid :

"De Bankcommissie beslist ...".

2° het volgende lid wordt ingevoegd tussen het tweede en het derde lid :

"De op dat beroep gewezen beschikkingen worden met redenen omkleed en bij een ter post aangetekende brief of bij een brief met ontvangstbewijs ter kennis gebracht van de onderneming die een beroep heeft ingesteld en van de Bankcommissie".

II. Artikel 3, 6., van de richtlijn bepaalt :

"6. Iedere weigering een vergunning af te geven, wordt met redenen omkleed aan de aanklager medegedeeld binnen zes maanden na ontvangst van de aanvraag, of, indien de aanvraag onvolledig is, binnen zes maanden na de toezending door de aanvrager van de voor de beslissing nodige gegevens. In elk geval wordt binnen twaalf maanden na de aanvraag een beslissing genomen".

De tekst van het ontwerp verplicht de Bankcommissie evenwel "over de inschrijving (te beslissen) binnen zes maanden na indiening van een volledig dossier en, uiterlijk, binnen twaalf maanden na ontvangst van de aanvraag".

.../...

Ofschoon deze termijnen samenvallen met die welke de richtlijn oplegt, dreigen deze in een onbepaalde mate overschreden te worden wanneer er hoger beroep is volgens het huidige tweede lid van artikel 2 van het koninklijk besluit nr 185 aangezien die bepaling aan de minister geen enkele termijn oplegt om erop te beschikken.

Opdat geen discrepantie met de richtlijn kan ontstaan zou de ontwerp-tekst termijnen moeten vaststellen die, samengenomen, zouden vallen binnen de in de richtlijn gestelde termijnen.

III. De richtlijn bepaalt (artikel 3, 7.) : "Elke toekenning van een vergunning wordt ter kennis van de Commissie gebracht". De tekst van het nieuwe artikel 2 voorziet niet in een zodanige kennisgeving.

Om iedere betwisting te voorkomen, enerzijds wat betreft het rechtstreeks toepasbaar zijn van artikel 3.7 van de richtlijn en anderzijds wat betreft de toepasbaarheid van die bepaling op de Bankcommissie, ware het wenselijk dat het nieuwe artikel 2 zou voorzien in de kennisgeving van de "vergunning" aan de Commisie van de Europese Gemeenschappen.

IV. Artikel 3.4 van de richtlijn bepaalt :

> "4. De Lid-Staten bepalen bovendien dat de vergunningsaanvraag vergezeld moet gaan van een programma van werkzaamheden waarin met name de aard van de beoogde verrichtingen alsmede de organisatiestructuur van de instelling moeten worden vermeld".

.../...

Ofschoon de eisen die de Bankcommissie tot dusver heeft gesteld in overeenstemming zijn met de voorschriften van de richtlijn, zoals de memorie van toelichting er trouwens op wijst, zouden ze in het ontwerp zelf moeten worden opgenomen, want eisen die zonder meer volgen uit de rechtspraak van de Bankcommissie zouden theoretisch kunnen worden afgezwakt, hetgeen in strijd zou komen met de richtlijn. Men kan er dus van uitgaan dat het ontwerp de richtlijn niet uitvoert als het zich, wat dat betreft, zo maar op de rechtspraak van de Bankcommissie verlaat.

V. Opdat geen verwarring kan ontstaan met de Commissie van de Europese Gemeenschappen, verdient het aanbeveling, zoals in het koninklijk besluit nr 185, te werken met de term "de Bankcommissie" in plaats van met "de Commissie".

Deze opmerking geldt voor alle bepalingen van het ontwerp waarin die verkorte formule is gebruikt.

VI. Vooraan in de ontwerp-bepaling zou beter worden gelezen : "De Bankcommissie beschikt op de inschrijvingsaanvraag binnen ...".

Artikel 2.

I. Het tweede lid van het ontworpen artikel 3 luidt :

"De Bankcommissie kan de ondernemingen die niet aan deze titel onderworpen zijn, machtigen om deze woorden (de woorden "bank", "bankier") te gebruiken onder de voorwaarden die zij bepaalt. Zij kan tevens de toevoeging van verklarende vermeldingen opleggen aan de buitenlandse ondernemingen die ertoe gerechtigd zijn deze woorden te gebruiken".

.../...

In haar commentaar op deze nieuwe bepaling, zegt de memorie van toelichting :

> "Een tweede uitzondering betreft het geval van ondernemingen die niet onder de bankwetgeving vallen en waarvoor het gebruik van de benaming bank, overeenkomstig een recente rechtspraak, niet verboden is in de huidige stand van het recht voor zover de context niet tot dubbelzinnigheid bij het publiek kan aanleiding geven. Het gaat derhalve om ondernemingen, zelfs om belangeloze instellingen, waarvoor het gebruik van de benaming bank, onder meer op internationaal vlak, steeds meer ingeburgerd geraakt (databank, informatiebank, bloedbank, ...). Voorgesteld wordt om dit probleem op te lossen door de Bankcommissie de bevoegdheid te geven om, onder de voorwaarden die zij bepaalt, het gebruik van deze benaming in zo'n gevallen toe te staan. Dit kan gebeuren per categorie van gevallen".

Volgens de memorie van toelichting impliceert het ontworpen artikel 3 dat een machtiging van de Bankcommissie moet worden verkregen wil men de benaming "bank" gebruiken, zelfs in de gevallen waarin, overeenkomstig de rechtspraak van hoven en rechtbanken, het gebruik van die benaming thans niet verboden is, met dien verstande dat de context "niet tot dubbelzinnigheid bij het publiek kan aanleiding geven". In zondanige gevallen lijkt het, juist omdat er geen gevaar voor verwarring bestaat, overdreven als regel te stellen, dat een voorafgaande machtiging vereist is : die regel lijkt buiten verhouding met de misdrijven welke het ontwerp bedoelt te voorkomen. Doordat het ontworpen artikel 3, zelfs voor de thans besproken gevallen aan de Bankcommissie bevoegdheid verleent, geeft het haar politiebevoegdheden die niets uitstaande hebben met het doel waarvoor de Commissie is opgericht en die geen verband houden met haar samenstelling.

.../...

II. De laatste volzin zou zo moeten worden geredigeerd dat hij meer in overeenstemming is én met artikel 5 van de richtlijn én met de in de memorie van toelichting te kennen gegeven bedoeling. Dat kan als volgt :

"Ingeval gevaar voor verwarring bestaat, kan de Bankcommissie van de buitenlandse ondernemingen ter verduidelijking eisen dat er aan hun benaming een verklarende vermelding wordt toegevoegd".

Artikel 4.

Paragraaf 1 van het ontworpen artikel 7 stelt in één enkele volzin voorwaarden die, zowel volgens de richtlijn als volgens de gewone logica, tot een verschillend domein behoren. Het zou derhalve verkieslijk zijn paragraaf 1 als volgt te redigeren :

"§ 1. De effectieve leiding van de banken moet worden toevertrouwd aan ten minste twee personen; deze moeten betrouwbaar zijn en de bij die taak passende ervaring bezitten".

Artikel 7.

I. Krachtens paragraaf 1 van artikel 25 van het koninklijk besluit nr 185 kan de Bankcommissie ten aanzien van de banken diverse maatregelen nemen indien hun toestand of hun werking te wensen overlaten. Zij bepaalt allereerst "de termijn binnen welke de vastgestelde toestand dient te worden verholpen". De strengste maatregel is de herroeping van de inschrijving.

Volgens het ontwerp kan de inschrijving, zonder voorafgaande procedure, in twee gevallen worden herroepen :

a) voor Belgische en buitenlandse banken als zij hun werkzaamheden in België hebben stopgezet;

b) voor buitenlandse banken door de Bankcommissie als zij niet meer gemachtigd zijn bankactiviteiten uit te oefenen in het land waar zij werden opgericht (zie richtlijn, artikel 8.2).

Het zou beter zijn in die twee laatste gevallen te werken met "doorhalen" van de inschrijving in plaats van met "herroepen". Herroeping houdt verband met de tekortkomingen van een bank die zich niet binnen de opgelegde termijn in regel stelt. Beide nieuwe gronden tot "herroeping" houden verband met het stopzetten van de werkzaamheden in België of met een stopzetting van de werkzaamheden van een buitenlandse bank in haar eigen land wanneer zij niet meer gemachtigd is er haar werkzaamheden uit te oefenen. Zij zijn dus van een heel andere aard dan de in artikel 25, § 1, bedoelde grond tot herroeping.

II. Volgens de memorie van toelichting is het niet nodig de Belgische wetgeving aan te vullen voor de andere gevallen van herroeping waarin de richtlijn (in haar artikel 8) voorziet.

Dat is volkomen juist, maar de memorie van toelichting heeft het verkeerd voor waar zij stelt dat er geen aanleiding is om artikel 8.4 van de richtlijn in de Belgische wetgeving op te nemen. Die bepaling luidt als volgt :

> "4. Vóór het intrekken van de vergunning voor een bijkantoor, verleend krachtens artikel 4, wordt de bevoegde autoriteit van de Lid-Staat waarin het hoofdkantoor is gevestigd, geraadpleegd. De raadpleging kan in die gevallen waarin ingrijpen uiterst dringend geboden is, worden vervangen door een kennisgeving zonder meer. Dezelfde procedure wordt op dienovereenkomstige wijze gevolgd, indien de vergunning van een kredietinstelling die in andere Lid-Staten bijkantoren heeft, wordt ingetrokken".

Alleen Staten zijn door de richtlijnen gebonden.

In het onderhavige geval zal de wetgeving moeten worden toegepast, niet door de Belgische Staat zelf, maar door een openbare instelling, de Bankcommissie. Er zou derhalve meer zekerheid zijn indien de wet zelf de in acht te nemen vormen zou bepalen. Dezelfde opmerking geldt voor de kennisgeving van de intrekkingen, bedoeld in artikel 8.5 van de richtlijn.

Onder voorbehoud van deze laatste opmerking wordt de volgende tekst voorgesteld voor het eerste lid van de ontworpen paragraaf 5 :

"De Bankcommissie haalt bij een met redenen omklede beslissing de inschrijving door van Belgische of buitenlandse banken die hun werkzaamheden hebben stopgezet, alsook die van buitenlandse banken die in het land waar zij werden opgericht niet meer gemachtigd zijn de in artikel 1 bedoelde werkzaamheden uit te oefenen".

De nieuwe paragraaf 7 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 7. De banken wier inschrijving krachtens artikel 2 ingetrokken of krachtens dit artikel herroepen of doorgehaald is, blijven aan dit besluit onderworpen tot hun verbintenissen zijn aangezuiverd, tenzij de Bankcommissie hen daarvan voor sommige bepalingen vrijstelt".

Artikel 8.

In de Franse tekst van de inleidende volzin van het ontworpen artikel 40 vervange men het woord "effectuées" door "faites".

.../...

Artikel 9.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 9.-

Artikel 42, 1°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1975, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"1° zij die het eerste lid van artikel 2 overtreden; zij die de werkzaamheden voortzetten van een bank waarvan de inschrijving ingetrokken, herroepen of doorgehaald is, of zij die zich niet gedragen naar artikel 3;".

Artikel 11.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Hoofdstuk II van de bepalingen betreffende de controle op de private spaarkassen, gecoördineerd op 23 juni 1967, en bevattende de artikelen 3 tot 7, wordt door de volgende bepalingen vervangen : ".

Ontworpen artikel 4.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor 2° :

"2° de onderneming moet zich, ten aanzien van haar statuten, haar financiële organisatie en haar beheer, kunnen gedragen naar de voorschriften van deze gecoördineerde bepalingen".

.../...

Ontworpen artikel 5.

De woorden "bij inschrijving" zijn niet geslaagd te noemen. Beter kan worden geschreven : "Bij het indienen van haar inschrijvingsaanvraag, legt de onderneming ...".

Ontworpen artikel 6.

I. Vooraan in het artikel kan beter worden gelezen : "De Bankcommissie beschikt op de inschrijvingsaanvraag ...".

II. Wat de termijnen betreft is bij het ontworpen artikel 6 eenzelfde opmerking te maken als bij artikel 1 onder nummer II is gemaakt.

III. Wat de kennisgeving van de erkenning (vergunning) aan de Commissie van de Europese Gemeenschappen betreft, is bij deze bepaling eenzelfde opmerking te maken als bij artikel 1 gemaakt is onder nummer III.

IV. In verband met de strekking van artikel 3.4 van de richtlijn, is bij deze bepaling eenzelfde opmerking te maken als bij artikel 1 is gemaakt onder nummer IV.

Artikel 12.

In de inleidende volzin van de Franse tekst dient te worden gelezen : "A l'article 8 des mêmes dispositions coordonnées ...".

Bij het lezen van het ontworpen tweede lid (van paragraaf 2) zou twijfel kunnen ontstaan over de vraag of de in 1° en 2° vermelde voorwaarden alternatief dan wel cumulatief zijn.

.../...

Volgens de memorie van toelichting is de tweede interpretatie de juiste. Volgens dezelfde memorie zijn er in werkelijkheid drie voorwaarden voor een afwijking, waarvan de eerste staat in de inleidende volzin van het lid. Om iedere twijfel weg te nemen verdient het aanbeveling dat lid als volgt te redigeren :

"Het hierboven vermelde minimum is niet afzonderlijk vereist voor de collectiviteiten die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° hun verbintenissen moeten gewaarborgd zijn door een vereniging of een verbond dat aan deze gecoördineerde bepalingen onderworpen is en bestaat op 1 januari 1978;

2° die vereniging of dat verbond moet verscheidene gelijkaardige, aan een eenvormige reglementering onderworpen verenigingen groeperen, moet die verenigingen rechtstreeks controleren en bevoegd zijn om hun onderrichtingen te geven inzake hun beheer en hun verrichtingen;

3° het vereiste minimum maatschappelijk fonds moet voorkomen in de gezamenlijke geïntegreerde staat, die de staat van de vereniging of het verbond en de staten van de gecontroleerde verenigingen bevat".

Onder 3° kan beter worden gelezen : "3° artikel 8 wordt aangevuld als volgt : § 4 ...".

In de Franse tekst van de ontworpen paragraaf 4 kan beter worden gelezen, zoals in artikel 5 (ontworpen artikel 10bis) : "... ainsi que sur l'identité et la participation de leurs principaux actionnaires ...".

.../...

Artikel 14.

De ontworpen paragraaf 2 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. Wanneer het gaat om collectiviteiten bedoeld in artikel 8, § 2, tweede lid, moet alleen de vereniging of het verbond bewijzen dat het geheel van de beleggingen van de vereniging of van het verbond en van die van de verenigingen die het omvat, zoals die blijken uit hun geïntegreerde staat, beantwoordt aan de voorwaarden bepaald door de reglementen door de Bankcommissie vastgesteld krachtens paragraaf 1 en artikel 16, § 3".

Artikel 15.

Onder 2° zou in het nieuwe derde lid van artikel 14, om de reden die bij artikel 21 in verband met het ontworpen artikel 21 is opgegeven, moeten worden gelezen : "... is die van de kennisgeving van de beslissingen waarbij de inschrijving wordt herroepen of doorgehaald of waarbij de afstand van de inschrijving wordt vastgesteld ...".

Artikel 16.

De inleidende volzin zou beter als volgt worden geredigeerd :

"In artikel 15, tweede lid, van dezelfde gecoördineerde bepalingen, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1975, wordt 2° door de volgende bepalingen vervangen : ... ".

.../...

Artikel 18.

Zoals gebruikelijk, redigere men de inleidende volzin van het artikel en het begin van het ontworpen artikel 16bis als volgt :

"In artikel 16bis, § 4, van dezelfde gecoördineerde bepalingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980, wordt de eerste volzin van het eerste lid door de volgende bepaling vervangen :

"Onder paragraaf 1 en onder paragraaf 2, tweede lid, vallen niet de privé-spaarkassen ...".

Artikel 19.

Het verdient aanbeveling het artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 17bis van dezelfde gecoördineerde bepalingen, aldaar ingevoegd bij de wet van 30 juni 1975, wordt opgeheven".

Artikel 21.

Het artikel vervangt door nieuwe teksten het opschrift van hoofdstuk VI van dezelfde gecoördineerde bepalingen, alsook de artikelen 20 tot 24, waaruit dat hele hoofdstuk bestaat.

Inleidende volzin.

De inleidende volzin van artikel 21 van het ontwerp dient als volgt te worden geredigeerd :

.../...

"Hoofdstuk VI van dezelfde gecoördineerde bepalingen, bevattende de artikelen 20 tot 24, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

...".

Opschrift van het ontworpen hoofdstuk VI.

Dit opschrift zou juister als volgt worden geredigeerd : "Uitzonderlijke maatregelen. Opheffing van de inschrijving".

Ontworpen artikel 20.

In de Franse tekst van paragraaf 1, eerste lid, zou moeten worden gelezen : "... et les règlements d'exécution qu'elles prévoient ...".

Het ontworpen artikel 21.

De nieuwe tekst die het ontwerp bedoelt vast te stellen voor artikel 21, eerste en tweede lid, artikel 22, artikel 23 en artikel 24, eerste lid, werkt met de woorden "besluit van de Bankcommissie".

Het is ongewoon dat een beslissing van de Bankcommissie "besluit" wordt genoemd. De enige verklaring hiervoor is wellicht dat de thans geldende artikelen 20 tot 24 een op advies van de Bankcommissie vast te stellen koninklijk besluit voorschrijven, terwijl het ontwerp dat koninklijk besluit vervangt door een beslissing van die Commissie.

.../...

Om het hierboven aangehaalde bezwaar te verhelpen vervange men de woorden "besluit van de Bankcommissie" in de ontworpen artikelen 21 tot 24 door "beslissing van de Bankcommissie". Die redactionele wijziging laat zich mede verantwoorden ter wille van de terminologische overeenstemming tussen de artikelen 21 tot 24, die het ontwerp in de gecoördineerde bepalingen betreffende de private spaarkassen bedoelt in te voeren en een aantal andere artikelen die het in diezelfde bepalingen (de ontworpen artikelen 6 en 20) (1) of in de bankwetgeving (bijvoorbeeld het ontworpen artikel 25 voor het koninklijk besluit nr 185) (2) wil opnemen.

Het ontworpen artikel 22.

Zoals opgemerkt is bij artikel 7 van het ontwerp, ware het in de door het ontworpen artikel 22 bedoelde gevallen logischer met doorhaling veeleer dan met herroeping van de inschrijving te werken.

Het artikel zou dan ook beter als volgt worden geredigeerd :

"De Bankcommissie haalt bij een met redenen omklede beslissing de inschrijving door van Belgische of buitenlandse spaarkassen die hun werkzaamheden hebben stopgezet alsook die van buitenlandse spaarkassen die in het land waar ze werden opgericht niet meer gemachtigd zijn de in de artikelen 1 en 12 bedoelde werkzaamheden uit te oefenen".

Het ontworpen artikel 23.

Dit artikel zou ter wille van de overeenstemming met de voor artikel 22 voorgestelde tekst als volgt moeten worden gelezen :

"De Bankcommissie gelast in voorkomend geval, in de beslissing die de inschrijving herroept, in de beslissing die de in-

---

.../...

(1) Artikelen 11 en 21 van het ontwerp.
(2) Artikel 7 van het ontwerp.

schrijving doorhaalt, in de beslissing die de afstand van de inschrijving vaststelt of in een latere beslissing zodanige maatregelen als geschikt zijn om de rechten te vrijwaren van de spaarders die fondsen als bedoeld in artikel 1 hebben ingelegd".

Artikel 22.

Dit artikel geeft het hoofdstuk VII van de hier bedoelde gecoördineerde bepalingen als opschrift : "Leidinggevende personen-Publiciteit".

De inhoud van de artikelen van hoofdstuk VII is hiermee niet juist weergegeven : zowel in de thans geldende als in de ontworpen tekst immers behandelen die artikelen onderwerpen van zeer uiteenlopende aard en ten dele ook andere onderwerpen dan het voorgestelde opschrift aankondigt.

Het ware dan ook verkieslijk het opschrift voor hoofdstuk VII als volgt te redigeren : "Leiding van de Kassen - Verboden werkzaamheden. Nietigheden".

Artikel 23.

Het ontworpen artikel 24bis.

Duidelijkheidshalve en ter wille van de overeenstemming met het nieuwe artikel 7, § 1, dat artikel 4 van het ontwerp in het koninklijk besluit nr 185 van 9 juli 1935 beoogt in te voegen, leze men het ontworpen artikel 24bis, § 1, als volgt :

.../...

"§ 1. De effectieve leiding van de private spaarkassen moet worden toevertrouwd aan ten minste twee personen; deze moeten betrouwbaar zijn en de bij die taak passende ervaring bezitten.

Artikel 24.

Dit artikel stelle men als volgt :

"In artikel 25, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde bepalingen vervange men de woorden "directeurs of procuratiehouders" door "of directeurs".

Voor artikel 25 van het ontwerp volge men een soortgelijke redactie.

Artikel 26.

Vooraan in de inleidende volzin schrijve men eenvoudigweg : "In artikel 28 van dezelfde gecoördineerde bepalingen worden de volgende wijzigingen aangebracht : ...".

.../...

Artikel 29.

Ook hier schrijve men - zoals in artikel 26 - in de inleidende volzin gewoon :

"In artikel 32 van dezelfde gecoördineerde bepalingen worden de volgende wijzigingen aangebracht : ...".

Artikel 30.

Een accurater lezing voor het ontworpen artikel 34 ware :

"Met de straffen gesteld in artikel 204 van de op 30 november 1935 gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen worden gestraft de beheerders, directeurs ...".

Die opmerking geldt ook voor het ontworpen artikel 31.

Artikel 32.

I. Om in overeenstemming te zijn met de overige bepalingen van het ontwerp die een soortgelijke strekking hebben (1) (2) moeten de laatste drie volzinnen van het eerste lid van paragraaf 1 van het nieuwe artikel 2 dat het ontwerp

.../...

---

(1) De artikelen 1 en 7 van het ontwerp, die wijziging brengen onderscheidenlijk in artikel 2 en in artikel 5 van het koninklijk besluit nr 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole.
(2) Artikel 21 van het ontwerp, dat wijziging brengt in artikel 21 van de op 23 juni 1967 gecoördineerde bepalingen betreffende de controle op private spaarkassen.

bedoelt in te voegen in de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden, als volgt worden gelezen :

"... Zij trekt de inschrijving in wanneer de werkzaamheden binnen twaalf maanden niet zijn aangevat ; zij haalt de inschrijving door in geval van afstand van de onderneming. Beslissingen met betrekking tot inschrijvingen worden ter kennis gebracht binnen acht dagen. Weigering intrekken en doorhaling van inschrijvingen worden met redenen omkleed".

II. Bij het nieuwe artikel 2, § 2, dat het ontwerp bedoelt in te voegen in de wet van 10 juni 1964, valt, wat de inachtneming van de in artikel 3.6 van de richtlijn van 12 december 1977 gestelde termijnen betreft, hetzelfde op te merken als onder nummer II is opgemerkt bij het nieuwe artikel 2, tweede lid, dat artikel 1 van het ontwerp in het koninklijk besluit nr 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole beoogt op te nemen.

III. Het ontworpen artikel 2, § 2, bepaalt met overneming van de thans geldende tekst :

"De onderneming kan tegen de beslissingen van de Bankcommissie met betrekking tot het opmaken van de lijst en tot de inschrijvingen, bij de Minister van Financiën binnen vijftien dagen na de betekening ervan verhaal instellen ...".

De hierboven aangehaalde tekst, die in de wet van 10 juni 1964 is ingevoegd bij het koninklijk besluit nr 63 van 10 november 1967, heeft het over "verhaal" tegen beslissingen met betrekking tot het opmaken van de lijst, terwijl in de bepalingen betreffende de banken (1) en in de bepalingen

.../...

---

(1) Het tweede lid, dat het derde lid wordt, van artikel 2 van het koninklijk besluit nr 185 van 9 juli 1935 (artikel 1 van het ontwerp).

betreffende de private spaarkassen alleen sprake is van "verhaal" tegen beslissingen in verband met inschrijvingen (1).

De Regering heeft in het besluit van 10 november 1967, maar dan slechts ten dele, de tekst gevolgd die de Raad van State in overweging had gegeven. Zij had in haar adviesaanvraag als bedoeling te kennen gegeven "dat iedere belanghebbende kan opkomen tegen de beslissingen van de Bankcommissie" en dat "die betrokkene kan zijn een concurrerende onderneming of een particulier die gelden mocht hebben toevertrouwd aan de onderneming waarop de beslissing van de Bankcommissie betrekking heeft" (2).

Maar zoals de Minister van Financiën verklaart in het verslag aan de Koning heeft de Regering "na een nieuw onderzoek van het probleem" beslist dat er alleen beroep mogelijk zou zijn vanwege de onderneming "die het voorwerp uitmaakt van de door de commissie genomen beslissing" (3).

Vandaar dat de in het koninklijk besluit nr 63 aangenomen en in het ontwerp overgenomen tekst niet geheel sluit.

Om iedere dubbelzinnigheid uit de weg te gaan en artikel 2, § 2, in overeenstemming te brengen met de soortgelijke bepalingen voor de banken en voor private spaarkassen, zou men artikel 2, § 2, eenvoudigweg als volgt moeten redigeren :

.../...

---

(1) Het nieuwe artikel 6, hetwelk artikel 11 van het ontwerp bedoelt in te voegen in de op 23 juni 1967 gecoördineerde bepalingen.
(2) Belgisch Staatsblad van 14 november 1967, blz. 11.807; Lex Belgica 1967.
(3) Belgisch Staatsblad, blz. 11.804; Lex Belgica 1967.

"§ 2. Tegen de beslissingen van de Bankcommissie met betrekking tot inschrijvingen kan door de betrokken onderneming beroep worden ingesteld bij de Minister van Financiën (1) (2)".

IV. In de eerste volzin van paragraaf 2 vervange men "verhaal" door "beroep".

Een nauwkeuriger lezing voor de tweede volzin van paragraaf 2 ware :

"... Het beroep wordt aan de Minister van Financiën gericht en de Bankcommissie ter kennis gebracht bij een ter post aangetekende brief of bij een brief met ontvangstbewijs".

Met die tekst kan paragraaf 3 vervallen, mits in het tweede lid van paragraaf 2, onder vervanging van "verhaal" door "beroep" na de woorden "binnen acht dagen" de woorden "in dezelfde vorm" worden ingevoegd.

Artikel 33.

I. De inleidende volzin zou beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

---

(1) Men vergelijke met de tekst van het tweede lid, dat het derde lid wordt, van artikel 2 van het koninklijk besluit nr 185 van 9 juli 1935 en met de tekst van artikel 6, derde lid, hetwelk artikel 11 van het ontwerp bedoelt in te voegen in de op 23 juni 1957 gecoördineerde bepalingen.

(2) Artikel 2 van het koninklijk besluit nr 185 heeft het over "appel-hoger beroep".

"Artikel 2bis van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr 63 van 10 november 1967 en gewijzigd bij de wet van 30 juni 1975, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...".

II. In paragraaf 2, tweede lid, van het ontworpen artikel 2bis schrijve men in de Franse tekst :

"Les entreprises sont tenues d'établir dans le pays un siège d'opérations ... (voorts zoals in het ontwerp)".

III. Om misverstand te voorkomen, zoeke men voor paragraaf 3 van het ontworpen artikel 2bis het liefst aansluiting bij de thans geldende tekst. Men stelle die bepaling dus als volgt :

"Voor de toepassing van dit artikel en van artikel 9 beoordeelt de Bankcommissie de waarde van het netto-actief van de aan dit hoofdstuk onderworpen ondernemingen" (1).

Artikel 35.

Paragraaf 2 van het ontworpen artikel 5 haalt een reeks van gevallen aan waarin een bepaalde persoon de functie van zaakvoerder, beheerder of directeur van een aan de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden onderworpen onderneming niet of niet langer mag uitoefenen.

.../...

---

(1) Men vergelijke de tekst die voorgesteld wordt voor het in de wet van 10 juni 1964 in te voegen artikel 2bis, § 3, evenwel met de tweede volzin van het, in het ontwerp ongewijzigd gelaten artikel 16 van het koninklijk besluit nr 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole.

Volgens het derde lid van die paragraaf kan de Bankcommissie evenwel afwijkingen "toestaan op die verbodsbepalingen".

Die afwijkingsbevoegdheid is, nu de wetgever zelf terzake geen maatstaf aanlegt, geheel discretionair. Die bevoegdheid, hoe omzichtig ze tot nog toe op grond van soortgelijke bepalingen (onder meer in artikel 14, achtste lid, en artikel 16, § 2, van het koninklijk besluit nr 185, alsook in het thans geldende artikel 5, tweede lid, van de wet van 10 juni 1964) ook uitgeoefend moge zijn, gaat te ver want ze maakt het, in een strakke opvatting van haar bewoordingen, mogelijk dat de toepassing van de wet geval per geval wordt geschorst.

Die bepaling moet dus opnieuw worden bekeken en dat is meteen een gelegenheid om ook de hierboven aangehaalde bepalingen, die er model voor hebben gestaan, te herzien.

Diezelfde opmerking geldt voor artikel 36 in verband met paragraaf 1, vierde lid, en paragraaf 2 van het ontworpen artikel 5bis, want de beperking die de woorden "in bijzondere gevallen" op de discretionaire bevoegdheid van de Bankcommissie leggen, zijn kennelijk nog te vaag opdat het hierboven bedoelde bezwaar kan worden weggewuifd.

Aanbevolen wordt dus, eensdeels, dat de wetgever zelf, althans in grote trekken, maatstaven aangeeft voor de afwijkingen en dat hij anderdeels zoals in de algemene opmerking C is voorgesteld, voor de bewuste beslissingen formele motivering voorschrijft.

.../...

Artikel 37.

De inleidende volzin kan beter als volgt worden gelezen :

"In artikel 9bis van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 9 juni 1975, worden de volgende wijzigingen aangebracht : ...".

Onder 1°, stelle men het eerste lid van de ontworpen paragraaf 5 in dezer voege :

"De Bankcommissie haalt bij een met redenen omklede beslissing de inschrijving door van Belgische of buitenlandse banken die hun werkzaamheden hebben stopgezet (1) alsook die van buitenlandse banken die in het land waar ze werden opgericht niet meer gemachtigd zijn de in artikel 1 bedoelde werkzaamheden uit te oefenen".

Onder 2°, kan het begin van de ontworpen paragraaf 7 beter als volgt worden geredigeerd :

"De ondernemingen wier inschrijving krachtens artikel 2 ingetrokken of krachtens dit artikel doorgehaald is, blijven totdat hun verbintenissen zijn aangezuiverd, onderworpen aan de bepalingen van deze wet ...".

.../...

---

(1) Aan de Regering of de Wetgevende Kamers uit te maken of hier geen termijn voorgeschreven dient te worden.

Artikel 38.

De bepaling die men aan artikel 11 wil toevoegen hoort veeleer thuis in een apart artikel of eventueel in een eerste lid van dat artikel 11 want ze stelt een regel die fundamenteler lijkt dan die welke zij beoogt "aan te vullen".

Artikel 39.

Aan het eind van de onder 1° ontworpen bepaling schrijve men :

"... wier inschrijving ingetrokken, doorgehaald of herroepen is".

Artikel 40.

Artikel 40 is ook niet van toepassing op de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, terwijl deze toch aan de richtlijn onderworpen is. Maar voor de Spaarkas geldt een bijzondere wetgeving. Ze is door de wet van 8 augustus 1980 (zie de uitvoeringsbesluiten, inzonderheid de koninklijke besluiten nr 1 en 2 van 24 december 1980) omgedoopt tot "openbare bank".

Die bijzondere positie levert wel een moeilijkheid op.

.../...

Artikel 41 zegt dat "voor het bepalen van het eigen vermogen vereist door de reglementering inzake controle over de kredietinstellingen bedoeld in artikel 40 evenals over de Algemene Spaar- en Lijfrentekas het bedrag waarvoor de Staat, de gemeenschappen enz., hun uitdrukkelijke en rechtstreekse waarborg verlenen aan de verbintenissen van deze kredietinstellingen als eigen vermogen wordt gerekend".

Die regeling lijkt niet te stroken met het in artikel 92, § 2, 1°, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de begrotingsvoorstellen neergelegde beginsel dat er geen discriminatie mag zijn tussen privé-banken en de openbare bank.

Artikel 92, § 2, van die wet bepaalt :

"§ 2. De schikkingen die door de Koning krachtens § 1 getroffen worden, dienen te stroken met de hiernavolgende principes :

1° behalve voor de speciale opdrachten die haar door bijzondere wetten opgedragen worden of zouden opgedragen worden, bevat de activiteit van de Spaarkas geen wettelijke of reglementaire lasten of voordelen ten opzichte van de soortgelijke door de banken gevoerde activiteit".

Aan de Regering en de Wetgevende Kamers te oordelen of hier, zoals het ontwerp doet, van dat beginsel behoort te worden afgeweken.

.../...

Artikel 42.

Voorgesteld wordt de inleidende volzin als volgt te redigeren :

"In artikel 64bis, § 2, van de op 30 november 1935 gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, ingevoegd bij de wet van 1 december 1953 en gewijzigd bij de wetten van 1 december 1975 en 8 augustus 1980, wordt het tweede lid door de volgende bepalingen vervangen :

...".

Artikel 43.

Een betere lezing voor de inleidende volzin ware :

"Artikel 7 van het koninklijk besluit van 30 september 1937 tot oprichting van een Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 57 van 10 november 1967, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...".

Voor het eerste lid van het ontworpen artikel 7 wordt de volgende tekst in overweging gegeven :

"De Raad van beheer van het Instituut erkent de in artikel 4 bedoelde kredietkassen. Hij stelt het erkennings- en controlereglement van de kassen op en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister van Financiën en aan de Minister van Landbouw."

+

.../...

In het tweede lid schrijve men liever :

"Dit reglement huldigt de volgende beginselen :".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 44.

+

Het derde lid zou als volgt moeten luiden :

"De kassen mogen geen andere verrichtingen doen dan door de raad van beheer van het Instituut zijn aanvaard".

+

Het negende lid zegt :

"De raad van beheer beslist bij een met redenen omklede uitspraak en overeenkomstig het erkennings- en controlereglement over de weigering, de opschorting en de intrekking van de erkenning".

Het spreekt vanzelf dat de raad van beheer zich naar het reglement zal hebben te gedragen. De woorden "en overeenkomstig het erkennings- en controlereglement" zijn dan ook overbodig. Het bewuste lid zou overigens beter als volgt worden gelezen :

.../...

"De beslissing waarbij de raad van beheer van het Instituut de erkenning weigert, schorst of intrekt, dient met redenen te zijn omkleed".

+

In de Franse tekst van het artikel vervange men "agréation" door "agrément".

+

De laatste twee opmerkingen gelden mede voor artikel 44.

Artikel 44.

Ter eenmaking van de terminologie in artikel 8 van het bij het koninklijk besluit van 2 juni 1956 gevoegde statuut van de Nationale Kas voor beroepskrediet vervange men in paragraaf 3 van de Franse tekst "agréation" door "agrément".

Men leze artikel 44 dan ook als volgt :

.../...

"Artikel 44.-

In artikel 8 van het statuut van de Nationale Kas voor beroepskrediet, gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 juni 1956 en gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 59 van 10 november 1967, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 1. De raad van beheer erkent de kredietverenigingen die beroepskrediet tot voorwerp hebben. Hij stelt het erkennings- en controlereglement van die verenigingen op en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister van Financiën en aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Middenstand behoort".

Dat reglement huldigt de volgende beginselen :

... (voorts zoals in het ontwerp).

2° in paragraaf 3, Franse tekst, wordt "agréation" vervangen door "agrément".

Artikel 45.

De artikelen 4 tot 7 van de bepalingen betreffende de private spaarkassen zijn procedurebepalingen aan welker toepassing artikel 45 van het ontwerp de private spaarkassen die bij de inwerkingtreding van de nieuwe bepalingen toegelaten zijn, precies bedoelt te onttrekken. Alleen artikel 3 moet dus worden vermeld.

.../...

De volgende tekst wordt in overweging gegeven :

"Artikel 45.-

De private spaarkassen die bij de inwerkingtreding van deze wet toegelaten zijn, worden van rechtswege bij de Bankcommissie ingeschreven voor de toepassing van artikel 3 van de gecoördineerde bepalingen betreffende de private spaarkassen zoals het door artikel 11 van deze wet wordt gewijzigd".

Artikel 46.

Beter ware te schrijven : "... twee jaar na de datum van de bekendmaking van deze wet" in plaats van "twee jaar na haar bekendmaking".

SLOTOPMERKING.

De onderscheiden hoofdstukken van het ontwerp brengen in de thans geldende wetten telkens meerdere wijzigingen aan. Men gebruike het woord "wijziging" in het opschrift van die hoofdstukken dan ook in de meervoudsvorm.

.../...

BIJLAGE

bij het advies over een wetsontwerp tot wijziging van de wetten over de kredietinstellingen om ze aan het gemeenschapsrecht aan te passen.

Beslissingsbevoegdheid aan de Bankcommissie verleend al dan niet met motiveringsplicht (1).

---

1. - Lijst van de artikelen voorkomend in het koninklijk besluit nr 185 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten - (B.S. van 10 juli 1935 - bevestigd bij de wet van 4 mei 1936 - Tekst Story Scientia, Wetboek van Koophandel) en in het wetsontwerp.

K.B. nr 185.	Wetsontwerp.
- art. 2, tweede lid	- art. 2 (nieuw lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid) (art. 1 van het wetsontwerp) (M)
	- art. 3, tweede lid (art. 2 van het wetsontwerp)
- art. 4	
- art. 7, tweede lid	- art. 7, § 2, derde lid (art. 4 wetsontwerp)
- art. 9 (gewijzigd W. 30.VI.1975)	
- art. 10 (gewijzigd W. 30.VI.1975)	
	- art. 10bis (V) (art. 5 wetsontwerp)

.../...

---

(1) - Waar de wet motivering voorschrijft staat achter het artikel de letter (M).
- Als het gaat om een verordeningsbevoegdheid voor welker uitoefening geen goedkeuring van de Koning óf van een minister is vereist, is achter het artikel de vermelding (V) geplaatst. Is er wel goedkeuring nodig, dan wordt de verordeningsbevoegdheid in de nota niet vermeld.
- Verleent eenzelfde artikel de Bankcommissie én een verordenings- én een (individuele) beslissingsbevoegdheid, dan staan achter het artikel de vermelding (V) en een verwijzing naar de alinea's die de individuele beslissingsbevoegdheid betreffen.

- art. 11 (gewijzigd W. 30.VI.1975)
  - zesde lid
- art. 12 (gewijzigd W. 30.VI.1975)
  - (V)
  - vierde lid : individuele beslissingen (eventueel)
- art. 14
  - vierde lid (gewijzigd W. 30.VI.1975)
  - zevende lid (gewijzigd W. 30.VI.1975)
- art. 16, § 2 (gewijzigd W. 30.VI.1975)
- art. 17, derde lid
- art. 19bis (wet 8 augustus 1980) § 3
- art. 24 (wet 8 augustus 1980)
- art. 25 (gewijzigd W. 30 juni 1975 - art. 25, § 5 nieuw (M) (art. 7 wetsontwerp)
- art. 27 (V)
- art. 28, tweede lid (M)
- art. 29, tweede lid (M).

\+

\+ \+

2. Lijst van de artikelen voorkomend in de bepalingen betreffende de controle op de privé-spaarkassen, gecoördineerd op 23 juni 1967 (B.S. 23 juni 1967 - Lex Belgica) en in het wetsontwerp.

Gecoördineerde bepalingen.	Wetsontwerp.
	- art. 5 (art. 11 wetsontwerp)
	- art. 6 (art. 11 wetsontwerp) (M)

.../...

- art. 7 (wet 30 juni 1975) eensluidend advies

- art. 12 (wet 30 juni 1975)
  § 1, 9° (V)
  10° (V)
  11°

- art. 13 (wet 30 juni 1975)
  § 1 (V)
  § 2 (V) in samenhang met artikel 16

- art. 15 (wet 30 juni 1975)
  tweede lid - 3°
  - 4°

  vijfde lid

- art. 16 (wet 30 juni 1975)
  twaalfde lid

  dertiende lid (V)

- art. 17bis (wet 30 juni 1975) (M)

- art. 7 (art. 11 wetsontwerp) eensluidend advies

- art. 8, § 4 (art. 11 wetsontwerp) (V)

- art. 16 (art. 17 wetsontwerp)
  § 2, eerste en tweede lid (V)
  vijfde lid

  § 3, zesde lid

  § 4 (V)

- art. 19 wetsontwerp heft art. 17bis van de gecoördineerde bepalingen op

- art. 20 (art. 21 wetsontwerp)
  §§ 1 - 4 (M)

- art. 21 en 24 (art. 21 wetsontwerp) (M)

- art. 22 en 24 (art. 21 wetsontwerp) (M)

- art. 24bis (art. 23 wetsontwerp)
  § 2, derde lid

.../...

- art. 25, derde lid

- art. 26, tweede lid

- art. 28 : nieuw lid (art. 26 wetsontwerp)

- art. 29, eerste lid

- art. 30 (wet 30 juni 1975 geen onderwerp meer) - art. 27 wetsontwerp heft art. 30 van de gecoördineerde bepalingen op.

\+

\+ \+

3. Lijst van de artikelen voorkomend in de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden (B.S. 20 juni 1964 - Lex Belgica) en in het wetsontwerp.

Wet van 10 juni 1964.	Wetsontwerp.
- art. 2 (K.B. nr 63 van 10 november 1967)	- art. 2, § 1, eerste lid (M) (art. 32 wetsontwerp)
§ 1	§ 2 (beslissingen gewezen op beroep (M)
- art. 2bis (K.B. nr 63 van 10 november 1967)	- art. 2bis (art. 33 wetsontwerp)
tweede lid	§ 1 - 3° (V)
	§ 3
- art. 3, eerste en tweede lid	
- art. 4 (K.B. nr 63 van 10 november 1967)	- art. 4, derde lid, opgeheven door art. 34 van het wetsontwerp)
eerste lid - 6°	
derde lid	

.../...

- art. 5 (K.B. nr 63 van 10 november 1967)	- art. 5 (art. 35 wetsontwerp)
tweede lid	§ 2, derde lid
	- art. 5bis (art. 36 wetsontwerp)
	§ 1, vierde lid
	§ 2
- art. 8, tweede lid - 3 (V)	
vierde lid	
vijfde lid	
zesde lid	
- art. 9, tweede lid (K.B. nr 63 10.XI.1967)	
- art. 9bis (wet 30 juni 1975)	- art. 9bis (art. 37 wetsontwerp)
§§ 1 en 4 (M)	§ 5 nieuw (M)
	- art. 11 (art. 38 wetsontwerp)
	nieuw lid.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. KNAEPEN,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS,

Madame : J. TRUYENS, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. P. MAROY, auditeur général adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw : griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. MAROY, adjunct-auditeur-generaal.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.